
Budget Leitão : réinvestir en santé mentale, ça urge!

Longueuil, le 14 mars 2016 – À quelques jours du dépôt du prochain budget Leitão, l'APTS demande au gouvernement de cesser de traiter la santé mentale comme un parent pauvre. « Les bonnes volontés du plan d'action en santé mentale (PASM) 2015-2020 tardent à se traduire en mesure concrètes sur le terrain, affirme la présidente de l'APTS, Carolle Dubé. Pire encore, de nombreuses incohérences sont déjà constatées. La prévention, pourtant identifiée dans le PASM comme étant la mesure principale pour diminuer les suicides, entre autres, fait l'objet de coupes sombres. En santé publique, les budgets ont été amputés de 30 %. Sans véritables moyens supplémentaires, les principes énoncés dans le plan d'action resteront des vœux pieux ou pire, seront échangés pour des compressions. »

Selon l'APTS, la santé mentale n'est toujours pas une priorité pour le gouvernement alors que l'on ferme des centres pour traiter les toxicomanes (Centre Mélaric) et que les centres d'aide pour les personnes suicidaires voient leurs subventions du Programme de soutien aux organismes communautaires indexées en bas du coût de la vie quand le volume d'appels augmente sans cesse. Résultat : 15 % des appels sont restés sans réponse. Le portrait n'est pas plus rose du côté des maisons qui hébergent des personnes ayant une déficience intellectuelle lourde. Leurs budgets sont réduits et les besoins des patients sont évalués à la baisse afin de faire diminuer les coûts. En centre jeunesse, les compressions font également très mal : 20 millions de dollars de moins depuis deux ans.

Pendant ce temps, les listes d'attente débordent et l'accès aux services est de plus en plus difficile. Dans Lanaudière, alors que l'on vient d'annoncer la suppression d'une dizaine de postes d'intervenantes, environ 1 000 personnes attendent de recevoir des services. Deux suicides ont été rapportés depuis. Sur la Côte-Nord, la consultation d'un psychologue dans le réseau public est toujours aussi difficile. À St-Jérôme, cinq postes d'intervenante en santé mentale ont été abolis l'automne dernier. « Combien faudra-t-il de suicides pour qu'un véritable coup de barre soit donné? Combien d'Alain Magloire le système devra-t-il laisser échapper pour investir dans ce secteur sous financé? », demande Carolle Dubé.

L'APTS lance un cri d'alarme. « Nous avons la responsabilité de prendre soin des personnes atteintes de troubles de santé mentale, qu'elles soient des enfants, des adultes ou des personnes âgées. Un problème de santé mentale qui n'est pas traité à temps s'aggrave et peut entraîner une multitude de complications, dont la toxicomanie, ajoute la présidente. »

L'APTS s'attend à ce que les « bottines suivent les babines » lors du prochain budget. « Si le gouvernement est sérieux dans sa volonté de mettre de côté l'austérité, il doit entre autres réinvestir en santé mentale. Ce ne sont pas les 70 millions de dollars promis dans le PASM qui

réduiront les listes d'attente et redonneront de l'espoir aux plus vulnérables », de conclure Carolle Dubé.

À propos de l'APTS

Avec 32 000 membres, l'APTS est un acteur incontournable du réseau public de la santé et des services sociaux. Elle représente plus d'une centaine de titres d'emploi distincts parmi le personnel professionnel et technique dans les domaines du diagnostic, de la réadaptation, de la nutrition, de l'intervention psychosociale, du soutien clinique et de la prévention.

- 30 -

Pour renseignements :
Francis Boucher, conseiller en communication
Téléphone : 514.609.2906 (cell.)